

LETTRE DE RUSSIE

Le suffrage universel
dans la tourmente

Le déclenchement de la guerre en Tchétchénie en décembre 1994 a accéléré la dérive du régime eltsinien, dérive amorcée à l'automne 1993 avec l'assaut meurtrier de l'armée russe contre l'opposition parlementaire¹. La décision d'intervenir militairement dans cette petite république du Nord Caucase s'est faite en violation de la Constitution, sans consultation du Parlement, et la conduite extrêmement brutale des opérations a fait plusieurs dizaines de milliers de morts, principalement des civils. Aucune transparence ni respect des droits des personnes n'ont prévalu sur ladite « raison d'État » invoquée pour « exterminer les bandits tchétchènes » et mettre fin à la sécession. Cette guerre a révélé au grand jour les dérèglements des institutions et l'absence d'un système de prise de décision démocratique et contrôlé. La presse russe, qui défend avec vitalité sa liberté et son indépendance, commente plus souvent, et pour cause, « l'entourage du président » et l'influence de tel ou tel proche de Boris Eltsine que les Conseils de ministres ou les travaux des commissions parlemen-

taires. Le mauvais état de santé du président, alité pendant plusieurs longues périodes en 1995, a exacerbé les luttes de pouvoir au Kremlin et brouillé le rôle des différents détenteurs de l'autorité politique.

Le grand enjeu qui occupe tous les esprits en Russie aujourd'hui est l'élection présidentielle prévue pour le 16 juin prochain. La souveraineté populaire va-t-elle résister à un président et un entourage qui s'accrochent d'autant plus à leurs pouvoirs que leur impopularité grimpe et que l'échéance de juin se rapproche ?

CRISES ET ÉLECTIONS

Dans ce contexte peu propice aux progrès de la démocratie, le suffrage universel se maintient. La Russie vote et exprime ses préférences, sanctionne lourdement le régime en place. Les élections à la Douma d'État le 17 décembre 1995 sont le huitième scrutin qui a appelé tous les électeurs de Russie aux urnes depuis 1989 (scrutins législatifs, référendaires et présidentiel, élections

* Chargée de recherche au CNRS (CERI - Fondation nationale des sciences politiques).
1. Cf. « Lettre de Moscou : la Russie vote et se divise », *Pouvoirs*, n° 69, 1994, p. 173-174.

locales et régionales). C'est la grande obligation démocratique à laquelle le pouvoir présidentiel et les élites dirigeantes semblent ne pouvoir jusqu'ici échapper. Comme à l'automne 1993, les autorités avaient laissé planer le doute sur la tenue des élections de décembre dernier. Elles ont eu lieu, et dans des conditions acceptables, à l'exception bien sûr des fausses élections dans la Tchétchénie en guerre. Les citoyens n'ont pas boudé les urnes, avec une participation moyenne de 63 %. Ils ont élu une Douma d'État où près de la moitié des députés sont communistes ou apparentés et près d'un quart sont nationalistes, tous critiques du régime eltsinien.

Il est important de souligner qu'au moment où cet article est rédigé, un mois après la tenue du scrutin, la commission électorale centrale n'a toujours pas publié de résultats complets, par circonscriptions et par sujets de la Fédération, en nombre d'électeurs, pour le scrutin de liste. Le quotidien officiel *Rossiiskaia Gazeta*, a rendu publique le 6 janvier la liste des députés élus à la Douma, sans indiquer les résultats pour tous les autres candidats. De grandes imprécisions ont une nouvelle fois semé le doute sur la parfaite honnêteté des responsables de cette commission électorale et des commissions locales et régionales. En particulier, le nombre des inscrits a fluctué, comme en décembre 1993. Le dernier nombre s'élève à 107 496 558². Il a fallu attendre dix jours avant que la commission électorale centrale ne communique les pourcentages définitifs obtenus par chacune des 43 listes en

concurrence. Les avis sont assez divisés sur l'ampleur des fraudes et erreurs. Pour Alexandre Sobianine, la fraude aurait surtout été menée au profit du Parti communiste car il observe une corrélation dans certaines circonscriptions entre un fort score communiste et une participation beaucoup plus élevée que la moyenne³. Dans l'ensemble, ce spécialiste des élections et de la fraude considère que le scrutin du 17 décembre a été à peu près honnête. Il est beaucoup plus critique sur les élections de gouverneurs et de maires qui ont eu lieu le même jour. Dans certains cas, les chefs en place ont fait feu de tout bois pour gagner des voix. Cela n'a pas réussi à Ivan Indinok, gouverneur de Novossibirsk, nommé par Eltsine en 1993, qui a été évincé en faveur de Vitali Moukha. L'un comme l'autre sont des anciens responsables de l'époque soviétique.

L'élection du 17 décembre 1995 a été dominée par les communistes à plusieurs titres. Non seulement ont-ils gagné la première place au scrutin de liste avec 22,3 % des voix et obtiennent en tout 157 sièges à la Douma, mais ils ont aussi été le maître d'œuvre dans l'organisation et la conduite du scrutin. En effet, encore plus nettement qu'en 1993, l'élection n'a pu être organisée en un temps réduit (quelques semaines) qu'en s'appuyant sur les responsables de bureaux de vote et les « activistes » dans chaque localité. Ces hommes et ces femmes qui se sont consacrés au scrutin sont dans l'ensemble des fidèles du système soviétique qui organisaient déjà les élections dans l'URSS communiste, puis sous

2. Déclaration de la commission électorale centrale, agence Interfax, Moscou, 29 décembre 1995.

3. Alexandre Sobianine et Vladislav Soukhovoï'skii, « Demokratam dorogo obochlis' ambitsii ikh liderov », *Izvestiia*, 23 décembre 1995, p. 4.

Gorbatchev. Ils ont le savoir-faire. A chaque bureau de vote, le Parti communiste avait dépêché un observateur officiel, qui passait la journée à suivre le vote, alors que les autres formations politiques étaient dans la plupart des cas absentes.

Le médiocre score (10,13 %) de la liste du Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, seul bloc représentant le pouvoir exécutif, montre que si le pouvoir central a tenté de modifier les résultats, notamment au niveau de la commission électorale centrale, cela ne devait pas bénéficier de manière significative au Premier ministre. En revanche, les incertitudes sur les scores des partis approchant la barre fatidique des 5 % ont duré trop longtemps pour être vite oubliées.

Le suffrage universel a malgré tout subi un revers important dans les derniers mois de l'année 1995. La Chambre haute du Parlement n'a pas été réélue. Les membres du Conseil de la Fédération avaient été élus au suffrage universel direct le 12 décembre 1993, exceptionnellement pour deux ans, comme la Douma. La décision de changer le mode de formation de la Chambre haute a été prise par le président Eltsine et alimente une vive polémique juridique et politique depuis le début de l'année 1995. En effet, la Constitution adoptée par référendum le 12 décembre 1993 dispose que le Conseil de la Fédération est « formé » sans préciser si cette « formation » résulte d'une élection directe ou non. Le président a tranché en faveur d'un Conseil où siègent de droit deux représentants de chaque « sujet » de la Fédération, c'est-à-dire les républiques, régions, districts et territoires

qui composent la Russie. L'un est le président de l'instance législative, l'autre le chef de l'exécutif régional (président de république ou gouverneur de région). Comme de nombreux gouverneurs ont été nommés et non élus, il est prévu que tous les gouverneurs doivent être élus d'ici la fin de l'année 1996. Le Conseil de la Fédération qui s'est réuni le 23 janvier 1996, en présence de Boris Eltsine, est incomplet. La controverse continue début 1996 puisque la Cour constitutionnelle étudie de nouveau la question du mode de formation du Conseil de la Fédération. Pour de nombreux experts russes, le Conseil n'est plus vraiment, de par sa non-élection et ses prérogatives limitées, une instance parlementaire.

L'attitude du président Eltsine à l'égard de la souveraineté populaire est paradoxale. Il menace régulièrement de « geler » le processus électoral car l'élection serait un facteur de « déstabilisation » de la vie politique et sociale. Il a par exemple fait savoir, le 11 janvier 1996, qu'il pourrait suspendre toute élection des instances représentatives locales jusqu'à l'élection présidentielle prévue pour le 16 juin⁴. Au lendemain du scrutin du 17 décembre, qui est un véritable désaveu de sa présidence, Boris Eltsine a dit que les résultats ne remettraient aucunement en question le pouvoir exécutif et que la Constitution ne lui imposait pas de changer de Premier ministre. Il cédera toutefois aux pressions des communistes et nationalistes et se séparera à la mi-janvier de son ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, et de deux vice-Premiers ministres, Sergueï Chakhraï et Anatoli Tchoubaïs, l'homme des privatisations.

4. ITAR-TASS, Moscou, 11 janvier 1996.

Au scrutin présidentiel de juin 1996, Boris Eltsine aura bien du mal à rassembler les voix autour de son nom. Sa popularité est au plus bas. La brutalité employée contre les Tchétchènes, la mauvaise image des hommes qui l'entourent, les incohérences de sa politique économique et sociale sont de lourds handicaps. Le Parti communiste, fort de sa réussite aux élections législatives, n'a aucun intérêt à faire alliance avec Boris Eltsine. Au contraire, se démarquer du pouvoir actuel est apparemment une carte gagnante. Bien entendu, une élection présidentielle est par nature différente d'une législative car l'électeur fait le choix d'un homme, le représentant de la nation-Fédération, dont la personnalité ou l'image est aussi importante que son programme et sa base politique. La Russie est pauvre aujourd'hui en personnages charismatiques, et Boris Eltsine n'est plus le héros de 1991, « sauveur de la Russie ».

L'analyse des résultats du vote du 17 décembre 1995 montre une grande défiance de l'électorat envers le pouvoir eltsinien et une détermination à exprimer sans retenue ce désaveu. En votant pour les oppositions communistes et nationalistes, les Russes ont rejeté les années eltsiniennes postsoviétiques.

PROTESTATION ET DÉSARROI

Le scrutin du 17 décembre 1995 était complexe. Une moitié des 450 députés ont été élus à la proportionnelle, au scrutin de liste, l'autre moitié au scrutin uninominal par circonscription. Au scrutin de liste, 43 partis ou blocs se disputaient les suffrages. Seul un score supérieur à 5 % des voix permettait à la liste d'obtenir des sièges à la Douma. Quatre formations ont passé la barre des 5 % : le

Parti communiste avec 22,3 %, le Parti « libéral-démocratique » (LDPR) de Vladimir Jirinovski avec 11,18 %, le bloc « Notre Maison Russie » de Tchernomyrdine avec 10,13 % et le parti réformateur « Iabloko » de Grigori Iavlinski avec 6,89 %. Ces pourcentages sont obtenus par rapport aux votants et non aux suffrages exprimés et permettent de dire que la majorité, tout juste, des votes (50,5 %) se traduit en sièges à la Douma. Si l'on compte en suffrages exprimés, les quatre premières listes obtiennent l'ensemble des 225 sièges avec moins de la moitié des suffrages. Le défaut de représentation de la proportionnelle a été dénoncé par de nombreuses personnalités, notamment Ivan Rybkine, président de l'ancienne Douma, dont le bloc électoral n'a fait qu'un maigre score (1,11 %). Avec moins d'un quart des voix, le PC gagne près de la moitié des sièges obtenus au scrutin de liste (100 sur 225).

Au scrutin uninominal, les communistes ont obtenu une cinquantaine de sièges qui s'ajoutent aux 100 sièges gagnés à la proportionnelle. Un deuxième groupe communiste est enregistré à la Douma le 16 janvier : « Pouvoir du peuple » de Nikolai Ryjkov avec 37 députés. Le Parti agrarien, qui n'a pas passé la barre des 5 % à la proportionnelle, réussit à enregistrer une faction de 35 députés le 16 janvier. Si l'on ajoute aux députés de ces trois factions quelques « indépendants » procommunistes, la famille communiste occupe la moitié de la chambre. Le « Parti des communistes de l'URSS », plus radical que le PC, a obtenu 4,5 % des suffrages au scrutin de liste.

Communistes et agrariens ont bien mieux réussi au vote par circonscription car leurs candidats étaient le plus souvent

des « notables », ou plutôt « apparatchiks » locaux : gouverneurs de provinces, anciens secrétaires du Parti pour la région à l'époque soviétique, maires de grandes villes, chefs de grosses entreprises. Une analyse socioprofessionnelle des nouveaux parlementaires montre que 154 d'entre eux représentent les divers secteurs industriels et 30 sont des « activistes » dans des organisations sociales⁵.

Les démocrates sont en pleine déroute. « Choix démocratique de Russie » d'Egor Gaïdar, qui en 1993 était le « parti du pouvoir », soutenu par Boris Eltsine, et avait obtenu 15 % des suffrages, ne fait en 1995 qu'un score de 3,9 %. A part le groupe parlementaire de Iavlinski, enregistré le 16 janvier avec 46 députés, les « démocrates » ou « réformateurs » sont peu nombreux. Parmi eux, Sergueï Kovalev, le grand défenseur des droits de l'homme.

Le groupe parlementaire « Notre Maison Russie » rassemble 55 députés autour de Sergueï Belaïev. Alors qu'il se présentait comme le seul « parti du pouvoir », le bloc électoral du Premier ministre n'a pas gagné beaucoup de sièges au scrutin uninominal. Être soutenu par le gouvernement central n'a pas servi les candidats. Être bien implanté dans la région et avoir ses réseaux sur place a pesé plus lourd dans la balance, démontrant que les solidarités communistes avaient gardé, ou retrouvé, leur assise.

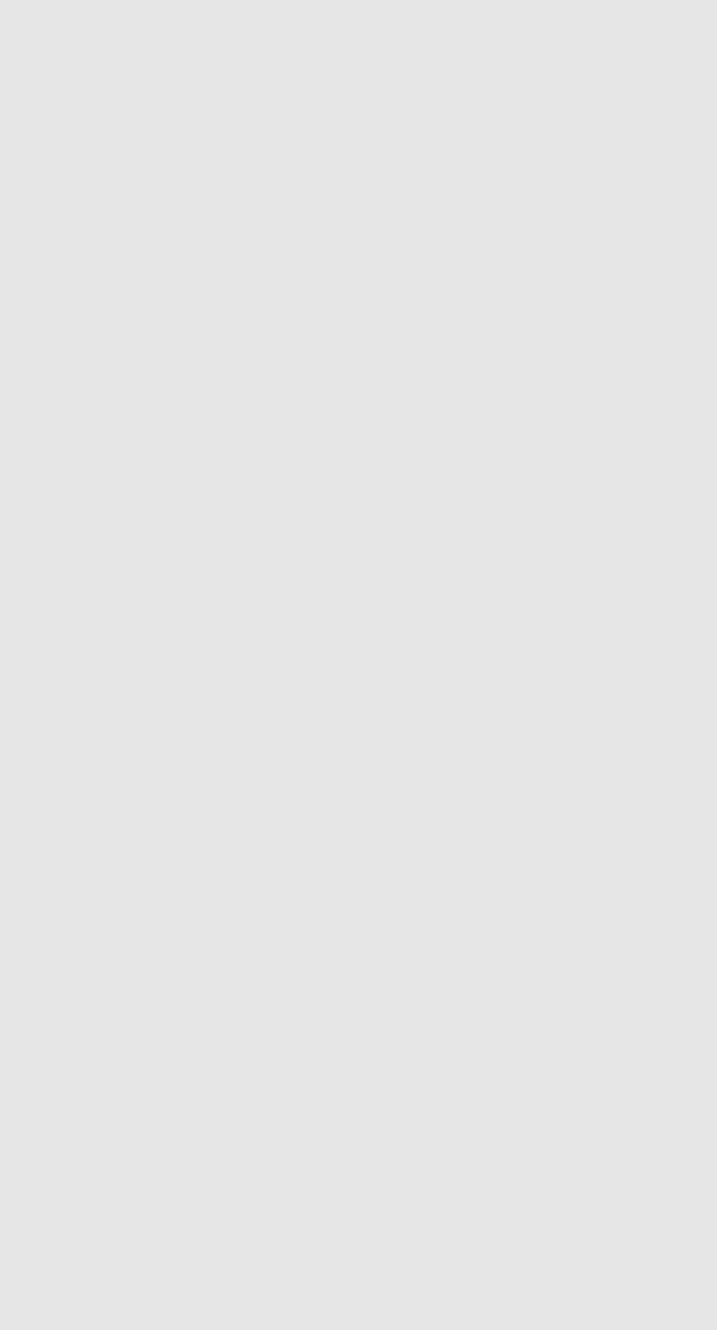
Les résultats sont encore plus désastreux pour le pouvoir en place si l'on analyse le vote par régions. En effet, les espaces protestataires s'affirment et s'agrandissent par rapport aux élections

de décembre 1993. En 1993, une grande partie de la Russie historique, à l'ouest et au sud de Moscou, notamment les régions des Terres noires, avaient voté largement pour le Parti communiste. La surprise avait été l'ampleur du vote Jirinovski, imprévu par les sondeurs, qui s'était ajouté au vote communiste dans ces régions pour sanctionner le pouvoir en place⁶. Le LDPR avait dépassé la moyenne nationale de 22,79 % dans les régions industrielles de Sibérie occidentale, dans une partie de l'Extrême-Orient et dans quelques provinces au nord de Moscou. En décembre 1995, le vote Jirinovski se maintient, avec des pourcentages moins élevés, dans l'ensemble de ces régions mais s'étend à presque tout le nord de la Russie (*voir carte*, p. 225). Dans certaines régions peu peuplées mais disposant de matières premières, par exemple les républiques des Komis et des Mari-El, le district de Khanti-Mansis, les bons scores de Jirinovski (respectivement 18,8 %, 21,9 %, 15,7 %) s'expliquent peut-être par des attentes déçues dans un rapport de forces difficile avec les « gros bonnets » de l'énergie et les autorités centrales.

Le Parti communiste domine dans plus de la moitié des régions et républiques qui composent la Fédération de Russie. Il a conquis la Sibérie occidentale et le sud de la Sibérie. Il a renforcé ses positions dans la Russie dite européenne, du Nord Caucase jusqu'à Pskov au nord, de Smolensk à l'ouest jusqu'à Samara et la Bachkirie à l'est (*voir carte* p. 224). Dans certaines régions, la victoire communiste est écrasante. Les *oblast'*

5. *OMRI Daily Digest*, Prague, 17 janvier 1996.

6. « Lettre de Moscou : la Russie vote et se divise », *op. cit.*, carte p. 178.



Le vote pour le Parti communiste le 17 décembre 1995

(scrutin de liste, élections à la Douma d'État)

SOURCE : Commission électorale centrale, Moscou, résultats préliminaires du 29 décembre 1995.

Le vote pour le parti LDPR de V. Jirinovski le 17 décembre 1995

(scrutin de liste, élections à la Douma d'État)

SOURCE : Commission électorale centrale, Moscou, résultats préliminaires du 29 décembre 1995.

(régions) de Kemerovo, Orel, Tambov, Volgograd, Penza, Briansk, viennent en tête avec respectivement 48,6 %, 40,2 %, 36,9 %, 36,6 %, 35,3 % des suffrages au scrutin de liste⁷. Dans la république de Tchouvachie, le PC obtient 33,5 % et le Parti agrarien 40,6 %. En Ossétie du Nord, le PC aurait gagné 70 % des voix. Les résultats pour les républiques du Nord Caucase sont à prendre avec précaution. La situation y est très tendue et les conditions de vote et de décompte des voix y ont été moins sérieusement observées.

226

Tant le vote communiste et agrarien que le vote nationaliste ont sérieusement diminué la Russie plus « légitimiste » qui, lors du référendum d'avril 1993, avait nettement affirmé sa confiance en Eltsine et les réformes⁸. La seule liste représentant le pouvoir exécutif, « Notre Maison Russie », ne domine que dans deux cas : la république kabardino-balkare au Nord Caucase et le district des Iamalo-Nenets au nord-ouest de la Sibérie avec 34,2 % et 23,5 % au scrutin de liste. Le bloc de Viktor Tchernomyrdine ne dépasse sa moyenne nationale de 10,13 % que dans dix régions : républiques de Carélie (11,6 %), des Komis (13 %), de Iakoutie-Sakha (18 %), de Mordovie (16 %) et de Touva (15,7 % mais avec une participation de seulement 44,6 %), le district des Khanti-Mansis (15,4 %, à égalité avec Jirinovski), les *oblast'* de Samara (11,4 %), d'Orenbourg (11,3 %), les villes de Moscou (19,4 %) et Saint-Pétersbourg (12,9 %). Les deux grandes villes à statut fédéral restent des îlots de réformisme dans une Russie de

plus en plus hostile aux changements intervenus depuis les années Gorbatchev. Les partis d'Iavlinski et de Gaïdar ont chacun obtenu autour de 15 % à Moscou et Saint-Pétersbourg.

Le score un peu plus flatteur de « Notre Maison Russie » dans quelques républiques ne doit pas être interprété comme un soutien des populations non russes à la politique du gouvernement. Au contraire, ces scores seraient dans l'ensemble le fait des Russes habitant dans les zones urbaines. Cela est certainement vrai pour la république de Touva, au sud de la Sibérie, où l'abstention est forte et le ressentiment des Touvins contre Moscou toujours présent. Dans la majorité des républiques nationales et districts autonomes de la Fédération, la nationalité titulaire du territoire est minoritaire, et les Russes forment parfois la plus grosse communauté. Ainsi, il n'y a pas de comportement électoral typique de ces territoires qui portent le nom d'un peuple autre que russe. Les diversités de peuplement, de culture, de situation géographique, de potentiel économique expliquent les particularités du vote dans chaque république ou district. En revanche, lors d'un scrutin présidentiel fédéral, ces territoires peuvent avoir un comportement proche de celui qu'ils ont eu au référendum sur la Constitution en décembre 1993 : forte abstention et/ou vote hostile aux candidats centraux vus comme trop centralisateurs.

Sur la presque totalité du territoire, les électeurs ont sans ambiguïté sanctionné les hommes au pouvoir depuis les grands

7. Résultats préliminaires, commission électorale centrale, Moscou, 29 décembre 1995.

8. Marie Mendras, « Les Trois Russie. Analyse du référendum du 25 avril 1993 », *Revue française de science politique*, vol. 43, n° 6, décembre 1993, p. 897-939.

bouleversements de 1991-1992. Outre le bloc du Premier ministre, les trois autres partis qui ont passé la barre des 5 % sont présidés par des personnalités qui n'ont plus de responsabilité au pouvoir depuis 1991 (Guennadi Ziouganov pour le Parti communiste et Grigori Iavlinski pour le mouvement réformateur « Iabloko ») ou qui n'en ont jamais eu (Vladimir Jirinovski pour le parti nationaliste extrémiste LDPR). Ces trois listes totalisent 40 % des suffrages. Si l'on y ajoute toutes les voix qui se sont portées sur des petits partis ou groupes qui restent en dessous de 5 % mais expriment tout autant un rejet du pouvoir en place, le vote a été très majoritairement protestataire. L'électeur n'a pas recherché de « vote utile ». Presque tous les partis en lice lui permettaient de faire passer un message de désaveu au Kremlin, mais le choix était suffisamment large pour qu'il ne se contente pas de protester mais exprime aussi ses préférences politiques. Près de 3 % des électeurs ont tout de même préféré cocher la 44^e case « contre tous » plutôt que de donner leur suffrage à l'une des 43 listes.

L'opposition s'est exprimée dans des registres divers et ne semble pas devoir, dans un avenir proche, faire bloc autour d'un même homme ou d'un même parti. Une alliance stable entre nationalistes et communistes, ou entre le Parti communiste et « Iabloko » est peu probable. En revanche, des alliances de circonstance autour d'un vote à la Douma seront fréquentes. L'élection du président de la Douma, le communiste

Guennadi Zeleznev, le 17 janvier 1996, a alimenté une polémique sur le soutien de G. Iavlinski au candidat du PC⁹.

Depuis 1993, les Russes montrent une assez grande constance dans la sanction du régime. L'addition des votes pour le PC et pour Jirinovski donne, en décembre 1995 comme en décembre 1993, un total d'environ un tiers de voix au scrutin de liste. Il y a eu inversion des scores entre les deux partis, au profit du PC. Quant aux forces dites démocratiques, elles avaient déjà perdu du terrain en 1993 mais la chute est telle aux dernières élections que seul Grigori Iavlinski peut espérer jouer un rôle politique au sein de la nouvelle Douma et dans la campagne présidentielle.

227

LE VOTE COMMUNISTE

Plusieurs raisons permettent d'expliquer la force du vote communiste, près de cinq ans après la fin de l'URSS et du régime communiste. La plus importante est le sentiment de marasme et de désarroi qui, ces deux dernières années, a gagné l'ensemble de la Russie. Une grande partie de la population déclare dans les sondages avoir subi une détérioration du niveau de vie. Que cette perte soit réelle ou non, l'important est la perception d'une dégradation¹⁰. Plus significative encore est la croissance d'un sentiment d'insécurité matérielle. On n'ose pas regarder l'avenir en face, on s'accroche aux vestiges du système soviétique d'assistance pour le travail, le logement, les services publics. On

9. Marina Chakina, « Skandal vokroug "Iabloka" razgoraetsia », *Nezavisimaia gazeta*, 20 janvier 1996, p. 1-2.

10. Cf. l'analyse du sociologue V. Shlapentokh, largement fondée sur des sondages d'opinion, « Russian Patience: a reasonable behavior and a social strategy », *Archives européennes de sociologie*, vol. XXXVI, 1995, n° 2, p. 247-280.

s'insurge contre l'appauvrissement de la masse alors qu'« une petite minorité s'enrichit très vite ». Le thème de la corruption a d'ailleurs été largement utilisé pendant la campagne, la plupart des partis promettant d'éradiquer concussion et criminalité économique.

228 Le pouvoir actuel est perçu comme plus prédateur que le régime communiste d'avant 1991. Si les changements de 1991 n'ont pas apporté de mieux-être et de perspectives pour l'avenir, alors pourquoi conserver à la tête de l'État l'équipe eltsinienne ? Plus le temps passe, plus les événements de 1991 suscitent, chez le Russe déçu et démuné, des sentiments hostiles. Pour l'électeur qui a donné sa voix aux formations communistes, l'éclatement de l'URSS et la fin du système soviétique sont perçus aujourd'hui comme des ruptures négatives. Ceux qui ont mis en œuvre ces ruptures et gagné le pouvoir se trouvent en position d'accusés. Alors que le président et le Premier ministre appellent à la « stabilité » par le maintien du *statu quo* politique et la continuation des « réformes », les électeurs répondent : « la stabilité, ce n'est pas vous, qui avez tout perturbé ; la stabilité, c'est la sécurité, ce qui est connu, prévisible ». Ils cherchent à revenir à des « valeurs sûres », ce que montrent bien les sondages d'opinion qui ont suivi le scrutin du 17 décembre. Dans son analyse des sondages, le sociologue Iouri Levada, directeur de l'institut VTsIOM, brosse le portrait de l'électeur du Parti communiste. Il est plus âgé et moins instruit que la moyenne, habite les campagnes comme les grandes villes (sauf Moscou), trouve

que la vie est difficile (39 % répondant que ce n'est plus supportable, 51 % que c'est encore supportable) et serait favorable à un retour au socialisme (58 % contre 22 %, 20 % sans opinion)¹¹.

L'électorat de Jirinovski est plus jeune et un peu plus instruit que l'électorat communiste, très masculin (deux fois plus d'hommes que de femmes), habite surtout les villes moyennes et est composé presque à moitié d'ouvriers. Il trouve comme l'électeur communiste que la vie est difficile (90 %) et pour 39 % qu'elle n'est plus supportable¹². En revanche, un tiers seulement des électeurs de Jirinovski soutiennent l'idée d'un retour au socialisme. Notons à ce propos qu'un quart des électeurs de « Iabloko », autour de l'économiste réformateur Iavlinski, sont aussi favorables à un retour du socialisme. La question est de savoir ce que le terme « socialisme » recouvre pour chacun. On peut penser que pour tous, en Russie, le terme évoque au moins une partie de l'expérience soviétique.

La perte des républiques soviétiques ne paraît pas avoir été un facteur aussi déterminant dans le choix communiste que les insatisfactions économiques et sociales. Presque tous les partis avaient défendu le resserrement des liens avec les anciennes républiques, certains sur un ton modéré et pragmatique comme « Notre Maison Russie », d'autres avec plus de virulence comme le PC et « Iabloko », et les nationalistes avec violence, jusqu'aux excès de Jirinovski, toujours prêt à conquérir une bonne partie du continent européen et des voisins méridionaux de la Russie.

Il est tout aussi difficile d'évaluer

11. Iouri Levada, « Vyborny : peizaj posle bitvy – i pered nei », *Izvestiia*, 11 janvier 1996.

12. *Ibid.*

l'impact de la guerre en Tchétchénie sur le vote aux législatives de décembre dernier. Le PC a-t-il bénéficié de sa position critique contre la guerre, alors que Jirinovski aurait pâti de son soutien inconditionnel à l'écrasement des Tchétchènes ? Les sondages disponibles en janvier 1996 ne permettent pas de répondre.

Le désaveu des politiques eltsiniennes et la critique des changements intervenus depuis les années Gorbatchev sont certainement les raisons principales du vote protestataire et de la percée des communistes. Cependant, il faut aussi noter que le pouvoir en place a tout fait pour encourager un vote contre. Il n'y avait presque pas d'alternative au vote d'opposition puisqu'on ne pouvait pas voter pour le président en place. Il n'y a pas de parti eltsinien. Boris Eltsine a plusieurs fois écarté la possibilité de fonder son parti. Il n'a pas non plus apporté

de franc soutien à son Premier ministre quand celui-ci a dû lancer en quelques mois seulement son bloc électoral. Il s'est même publiquement désolidarisé de V. Tchernomyrdine en septembre 1995, soulignant que « Notre Maison Russie » n'était pas un vrai parti politique et que le Premier ministre ne devait pas faire campagne.

Ainsi, il n'y avait que le bloc de Tchernomyrdine pour exprimer un soutien au pouvoir exécutif. C'était bien peu dans un pays saisi par le désarroi et la méfiance. Boris Eltsine n'a pas voulu mettre à profit l'élection à la Douma pour tester sa popularité et tenter de rassembler autour de lui et de son gouvernement. L'échéance de juin 1996, qui marque le terme de son mandat de cinq ans, annonce une bataille pour le pouvoir lourde d'incertitudes et de tensions. La victoire sera-t-elle celle de l'électeur par le suffrage universel et l'exercice de la souveraineté ?

Janvier 1996